



LA FEDERATION COMMUNIQUE

NEGOCIATIONS OMC

UN ECHEC POLITIQUE IMPORTANT

Au bout de cinq années de négociation, le cycle de Doha dit « du développement » se termine par une suspension sine die des négociations, sans reprise prévue. Les tenants du libéralisme sont en échec, reconnaissant eux-mêmes le « coût politique énorme » de cette impossibilité de trouver un accord, de « moraliser » une mondialisation qui se veut phénomène technique alors qu'elle est en réalité le cache-sexe d'un capitalisme qui fait toujours plus de ravages parmi les peuples.

Cet échec est l'expression des contradictions et des résistances nombreuses et diverses, qui s'affirment notamment en agriculture. La volonté d'imposer une libéralisation des marchés, qui ne bénéficie qu'aux grandes transnationales qu'elles soient de la sphère agroalimentaire ou industrielles, est en échec. Il met en exergue la démagogie du discours sur une « régulation » du commerce mondial possible grâce à des « gens de bonne volonté », faisant fi des rapports de domination et des objectifs de profits des STN.

Les propositions de l'Union européenne étaient inacceptables : élimination totale des subventions à l'exportation, réduction de 75 % du soutien interne, baisse de 50 % des tarifs douaniers, concessions possibles sur le nombre et le traitement des produits sensibles. P. Mandelson, commissaire européen en charge des négociations, a reconnu lui-même que ces propositions auraient eu un fort impact négatif sur le niveau de vie et l'emploi en agriculture. C'était effectivement une mise en cause importante du potentiel agricole de l'Union européenne, en particulier de celui de la France, de son indépendance alimentaire et de la possibilité de construire des coopérations avec l'ensemble des peuples basées sur la solidarité et le développement et non sur des rapports inégalitaires et de domination. P. Mandelson a d'ailleurs fait ces propositions sans concertation, dans le dos des peuples européens. Cette attitude est à l'image de l'Europe du capital d'aujourd'hui.

Contrairement à ce que certains affirment, un accord à l'OMC, dans cette logique de libéralisme, n'aurait pas permis des échanges plus équitables. L'ultra-libéralisme, qui prévaut à l'existence même de l'OMC, se traduirait par une mise en concurrence des agricultures dont les premières victimes seront les salariés agricoles et les petits paysans, la population rurale pauvre, qui forment une part immense de l'humanité, au bénéfice des grands propriétaires fonciers, des détenteurs de capitaux financiers qui misent sur l'industrialisation de l'agriculture de certains pays riches en terres et des STN de la chimie, de l'agroalimentaire et de la distribution.

Si l'agriculture reste encore un point de blocage pour aller plus loin dans la libéralisation des échanges, c'est parce que près de 60 % de la population active mondiale en dépend. Elle revêt

un caractère stratégique pour les peuples et pose la question du droit fondamental à se nourrir et à construire sa souveraineté alimentaire et son indépendance nationale. Chaque pays ou groupe de pays doit avoir le droit de protéger son agriculture pour assurer sa souveraineté alimentaire. C'est également une condition essentielle pour construire des coopérations mutuellement avantageuses dans l'intérêt de chacun des peuples. Ce sont ces principes qui doivent prévaloir à tout commerce en agriculture au niveau mondial. Cela confirme l'illégitimité de l'OMC, outil de la dérégulation commerciale mondiale pour l'ensemble de l'économie, et particulièrement l'agriculture et l'alimentation, élément vital pour les populations. Il faut les sortir de la domination des intérêts financiers privés et les mettre sous le contrôle des peuples. Dans ce sens, la FAO doit être démocratisée et ses missions recentrées sur la souveraineté alimentaire des peuples, à partir du développement de leur propre agriculture, de la construction de réelles réformes agraires démocratiques et populaires, de coopérations basées sur des termes de l'échange équilibrés, et de l'annulation de la dette sans condition.

L'échec des négociations du cycle de Doha, qui est fondamentalement un échec pour l'impérialisme américain, montre qu'il n'y a rien d'inéluctable et d'irréversible. Il doit être l'occasion d'approfondir ces questions et de poursuivre les initiatives et actions pour combattre tout bradage et marchandage qui conduiraient au laminage de notre agriculture nationale et promouvoir des coopérations mutuellement avantageuses pour le progrès économique et social de tous les peuples.

Montreuil, le 3 août 2006